

ObamaCare : le projet sénatorial exclut l'amendement Stupak/Pitts et réintroduit le financement de l'avortement !

Author : Rédaction RC

Categories : [ObamaCare/Health Care Bill](#)

Date : 20 novembre 2009

Dévoilée mercredi dans la nuit, la version Chambre haute de l'**ObamaCare**, préparée par le président du Sénat, **Harry Reid** (*photo*), n'a pas repris le libellé de l'amendement « bipartisan » **Stupak/Pitts** (un Démocrate et un Républicain, tous les deux pro Vie) qui avait été introduit *in extremis* dans le projet de loi de la Chambre des Représentants, permettant à la loi d'être adoptée à une très étroite majorité (trois voix en fait), et y a substitué son exact opposé, une resucée de l'amendement de la d



éputée Démocrate et pro-avortement **Lois Capps**, qui avait été rejeté par la Chambre basse.

Malgré les promesses faites par ce menteur de **Reid** mardi dernier – aucune couverture de l'avortement dans le projet de loi du Sénat... –, l'épais projet de 2 074 pages réintroduit subrepticement le financement par les impôts des contribuables du remboursement de l'avortement. Ce qui enchante la président de la Chambre basse, la "catholique" **Nancy Pelosi** qui

détestait l'amendement **Stupak/Pitts** mais qu'elle fut obligée de mettre au vote des députés sous peine de voir son projet de loi recalé.

Le projet de loi du Sénat autorise explicitement le ministre de la Santé fédéral à exiger la couverture de tout avortement dans le plan de couverture et de remboursement ses soins d'État que le

gouvernement créé, ce qu'on nomme « l'option publique » (*Public Option*). Cela veut dire que

l'argent des impôts, dans la ligne budgétaire du ministère de la Santé, pourra être utilisé pour rembourser les avortements à la demande, en violation de l'amendement **Hyde** qui l'interdisait jusqu'à ce jour. Le projet de loi autorise aussi des subventions publiques pour aider les

citoyens à contracter des plans d'assurance-maladie privés incluant le remboursement de l'avortement à la demande. En outre, on a aussi découvert que ce plan était muet sur l'interdiction

jusqu'à faite aux dispensaires scolaires d'orienter des mineures vers des cliniques d'avortement ou d'organiser, sans le consentement parental, le franchissement de frontières d'État pour des

mineures voulant se faire avorter hors de leur État quand la chose n'y est pas possible sans consentement parental. Etc.

Toujours les mêmes mensonges, le même double langage du législateur "avortomaniaque" : comment l'avortement qui tue peut-il être associé à la santé ?

Les associations pro vie mobilisent depuis hier – il a fallu lire ces 2 074 pages indigestes ! Le cardinal **DiNardo**, le nouveau "patron" des activités pro Vie de l'**USCCB** ne s'est pas encore manifesté à l'heure où j'écris ces lignes, mais comme les évêques ont toujours déclaré qu'ils s'opposeraient « vigoureusement » à tout projet de loi permettant le financement de l'avortement, les catholiques savent ce qu'ils ont à faire !